

a) et b) du paragraphe 2).

Le texte de l'article 2 serait alors le suivant:

"Seront illégaux ou punissables l'acte de génocide ou la participation intentionnelle à l'acte de génocide, ou l'un des actes suivants:

1. Tentative de commettre l'acte de génocide, ou
2. L'un quelconque des actes préparatoires suivants :
 - a) Le fait d'établir des installations, ou de fabriquer, de se procurer, de détenir ou de fournir des matériaux ou produits, sachant qu'ils sont destinés à l'exécution des crimes de génocide; ou
 - b) Les instructions, ordres, consignes, ou répartition des tâches en vue de l'exécution du génocide, ou
3. L'instigation directe, publique de toute personne ou personnes, aux actes de génocide, que cette incitation soit ou non couronnée de succès, lorsqu'elle se produit dans des circonstances qui peuvent normalement provoquer la commission d'acte de génocide, ou
4. L'association ou toute forme d'entente en vue de l'accomplissement d'acte de génocide.

Projet de Convention - Article III

Doivent être punies les propagandes publiques qui, par leur caractère systématique et haineux, sont de nature à conduire au génocide ou à le faire regarder comme une action nécessaire, légitime ou excusable.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

" Les Etats-Unis estiment qu'il faudrait supprimer l'article III. En droit anglo-américain, il n'y a aucune atteinte à la liberté de parole, à moins qu'il n'existe un danger évident et actuel que la parole ne porte

atteints au droit d'autrui. Les Etats-Unis ont proposé dans l'article qui précède de qualifier "l'instigation" à cet effet. Lorsque la "propagande" constitue un danger évident et actuel, elle a le caractère d'une "instigation" et relève de l'article qui précède. "

Projet de Convention - Article IV

Les auteurs des actes de génocide seront punis, qu'ils soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

1. Etats-Unis d'Amérique

"Il est inutile ici de disposer que les coupables du crime de génocide "seront punis". L'article II tel qu'il est rédigé ci-dessus, rend l'accomplissement du crime de génocide "illégal et punissable". En outre, le présent article tel qu'il est rédigé ne punit que le "génocide", tandis que l'article I I ci-dessus rend certains autres actes "illégaux et punissables". En conséquence, nous proposons de rédiger à nouveau cet article (et de le rénuméroter article III, étant donné que nous avons demandé d'incorporer l'article III du projet à l'article II). Le texte en sera le suivant :

"Les coupables seront punis conformément à la présente Convention, qu'ils soient des gouvernants, des fonctionnaires, des particuliers, des groupes ou des organisations".

Le texte ci-dessus présente l'avantage de spécifier que la convention s'applique aux "groupes ou organisations".

2. France Projet

"Le Gouvernement français estime que la notion de génocide devait être :

- b) subordonnée à une action ou une abstention coupable de l'Etat. Suivant la conception française, la répression de ce crime, en tant que tel, devrait donc être limitée aux gouvernants, les exécutants étant poursuivis et châtiés par des Tribunaux internationaux, puisque les nationaux se débent mais sous l'inculpation de meurtre et comme des criminels de droit commun. "

Projet de Convention - Article V

L'ordre de la loi ou le commandement des supérieurs hiérarchiques ne constitue pas un fait justificatif.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

"Cet article, tel qu'il est rédigé, se limite également au "génocide" et ne comprend pas les autres actes mentionnés à l'article II comme "illégaux et punissables". En conséquence, nous proposons qu'au lieu de parler de "génocide", on parle des "crimes indiqués dans la présente convention".

Le Gouvernement des Etats-Unis désire également faire figurer dans le texte l'article 8 de la Charte de Nuremberg qui, tout en ne disposant que des ordres supérieurs ne peuvent libérer un accusé de sa responsabilité, déclare plus loin qu'"il peut en être tenu compte pour adoucir le châtiment si, de l'avis du tribunal, la justice l'exige ainsi."

L'article (qui porterait le numéro IV) serait rédigé comme suit:

"L'ordre de la loi ou le commandement des supérieurs hiérarchiques ne constitue pas un fait justificatif pour les crimes mentionnés dans la présente convention, mais il pourra en être tenu compte pour adoucir le châtiment".

Projet de Convention - Article VI

Les Hautes Parties contractantes doivent prévoir dans leur législation pénale Les actes de génocide visés aux articles I, II et III, et les réprimer efficacement.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

"Là encore nous estimons qu'une formule telle que "les actes interdits par la présente convention" est plus large et, en conséquence, plus souhaitable que "les actes de génocide visés aux articles I, II et III". Nous serions d'avis de rédiger l'article (qui porterait le numéro V) de la façon suivante:

"Les Hautes Parties contractantes devront prévoir dans leur législation, la répression efficace, en tant que crimes, des actes interdits par la présente convention; cette législation devra tenir compte de toutes les dispositions de la présente convention et chacune desdites Hautes Parties contractantes devra poursuivre, et, compte tenu des articles VII et VIII, punir, en cas de culpabilité démontrée, les crimes commis dans le ressort de sa juridiction".

Projet de convention - Article VII

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à punir les auteurs d'actes visés par la présente convention se trouvant sur un territoire soumis à leur contrôle, quel que soit leur nationalité ou le lieu de commission du crime.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

1. Etats-Unis d'Amérique

" Cet article contient une disposition de caractère général sur la compétence.

Les Etats-Unis approuvent le principe posé dans le projet de convention à l'article IX, suivant lequel, dans le cas où le génocide est commis par un Etat ou avec sa connivence, les individus accusés passeront devant un tribunal international. Tous les autres cas comporteraient des actes contraires à la législation de l'Etat où ils sont perpétrés.

Une deuxième raison de notre opposition à cette disposition, telle qu'elle est présentée, réside dans le fait qu'elle prêterait manifestement à des abus. Etant donné la large extension donnée au génocide, il serait relativement facile à un Etat de prétendre, pour ce motif, à la juridiction sur des étrangers, alors que le motif véritable serait une vengeance politique.

Une troisième raison de notre opposition à cette disposition est que, apparemment, elle tendrait à établir une règle de droit applicable aux ressortissants d'Etats qui n'y auraient pas consenti, à savoir, les Etats qui ne ratifieraient pas la convention.

Ci-dessus, nous avons proposé un texte sur la compétence, dans les commentaires de l'article précédent. Nous proposons de compléter ce projet d'article comme suit:

"Si de tels actes sont commis en dehors du ressort de sa compétence, la Haute Partie contractante qui aura un criminel dans le ressort de sa compétence pourra, sous réserve des articles VI, VII et VIII, et avec le consentement formel de l'Etat sur le territoire duquel l'acte aura été commis, poursuivre lui-même et, en cas de culpabilité, punir le criminel".

2. Vénézuéla

"..... le projet des Nations Unies donne aux juristes l'impression d'aller plus loin que ne l'avait prévu la résolution de l'Assemblée générale

au 11 décembre 1946. L'Assemblée affirme que le génocide est un crime de droit des gens et invite les Etats Membres à prendre les mesures législatives nécessaires pour le prévenir et le réprimer et se borne à recommander d'organiser à ces fins la collaboration internationale. Il semble donc que l'esprit de cette résolution tendait à obtenir des Etats Membres qu'ils préviennent et punissent les actes odieux qui constituent le génocide et qu'ils établissent les fondements d'une coopération internationale permettant d'atteindre ce but, sans exiger des Etats Membres le sacrifice grave de leur souveraineté et l'abandon de la juridiction pénale qu'ils exercent sur leur territoire. Les projets du Secrétariat général semblent, au contraire, comporter un abandon partiel de ces principes classiques du droit public national et international en faveur de la création d'une juridiction internationale répressive qui risque de présenter de graves dangers pour les Etats Membres et de blesser les susceptibilités nationales déjà par trop sensibles. Il est probable qu'avec le temps, nous pourrions aboutir à des solutions de ce genre, mais celles-ci sont peut-être prématurées dans les circonstances actuelles de la vie et de la politique internationale et peuvent créer entre les Etats des frictions, des différends et des conflits qui risquent d'être plus dangereux, pour la cause de la paix et de la bonne entente internationale, que les délits mêmes qu'il s'agit de réprimer. Dans cet ordre d'idées on peut citer les dispositions du paragraphe 3) du préambule, l'article 7 et l'article 12 du projet de convention. Tout le système conçu pour la création d'une justice internationale en matière de génocide semble également imprégné du même esprit, lequel apparaît comme nettement incompatible avec le principe énoncé à l'alinéa 7 de l'article 12 du projet de convention. ~~Tout le système conçu pour la création du même esprit, lequel apparaît comme nettement incompatible avec le principe énoncé à l'alinéa 7 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies.~~

Projet de Convention - Article VIII

Les Hautes Parties contractantes déclarent que le génocide ne doit pas être considéré comme un crime politique et qu'il donne lieu à l'extradition.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder l'extradition pour actes de génocide.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -

1o - Etats-Unis d'Amérique -

Les Etats-Unis acceptent le principe selon lequel les crimes définis dans la présente Convention (non pas seulement le génocide) ne seront pas considérés comme des crimes ou délits politiques.

En raison du fait que l'extradition est une procédure technique, impliquant effectivement la sauvegarde des droits de l'homme tendant à favoriser l'administration de la justice, - et, dans cette matière, il s'est développé un large réseau de lois et de traités - nous estimons qu'au lieu d'introduire dans la présente Convention une Convention complète sur l'extradition visant les crimes auxquels s'applique le présent accord, il serait préférable de disposer que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder l'extradition dans ces cas, conformément à ses lois ou à ses traités. En conséquence, les Etats-Unis proposent de rédiger cet article (qui porterait le numéro VI) comme suit :

"Les Hautes Parties contractantes conviennent que les crimes définis dans la présente Convention ne seront pas considérés comme des crimes politiques et donneront lieu à extradition.

"Chacune des Hautes Parties contractantes, s'engage à accorder l'extradition dans des cas de cette nature, conformément à ses lois ou à ses traités".

2o - Vénézuéla -

Il existe des difficultés techniques qu'il semble difficile de surmonter pour réaliser une collaboration aussi avancée que la propose le document en question. Un grand nombre d'Etats, notamment le Vénézuéla, considèrent comme un principe fondamental en matière d'extradition, la non extradition, quelque soit le cas, de leurs nationaux, et s'engagent en revanche à les juger sur leur territoire lorsque l'acte commis tombe sous le coup de leur propre loi. Ces Etats ne pourraient accepter la formule de l'article 8 qui les oblige à permettre l'extradition dans tous les cas et ne pourraient livrer leurs nationaux à la juridiction internationale sans violer les principes fondamentaux de leur système juridique. Même en ce qui concerne les étrangers le Vénézuéla n'admet pas l'extradition lorsque, dans le pays qui la réclame, l'inculpé encourt la peine de mort

ou une condamnation à vie. Il ne semble pas, par conséquent, que les dispositions de l'article 38 de l'annexe suffisent pour garantir à un Etat se trouvant dans ce cas, que ses principes fondamentaux en matière pénale seront respectés. "

Projet de Convention - Article IX

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à déférer à la juridiction internationale les auteurs d'actes de génocide visés par la présente Convention dans les cas suivants:

1. Si elles ne sont disposées, ni à les juger elles-mêmes en application de l'article VII, ni à les extraditer en application de l'article VIII.
2. Si les actes de génocide ont été commis par des individus agissant comme organes de l'Etat, ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -

1o - Etats-Unis d'Amérique -

" Selon notre délégation, le texte de l'article, tel qu'il est rédigé, est defectueux. Apparemment, la personne doit être déclarée "coupable" du crime avant d'être traduite pour jugement devant le tribunal international. Nous estimons qu'un texte rédigé à peu près comme suit constituerait une meilleure rédaction de l'article qui porterait le numéro VIII) :

"Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à déférer, au Tribunal pénal international, permanent ou ad hoc, qui sera constitué en exécution de l'article VII, les personnes accusées de crimes en vertu de la présente convention, dans les cas suivants:

1. Si la Haute Partie contractante n'est pas disposée à juger elle-même ces coupables, qu'ils soient ou non ses ressortissants, conformément à l'article V, ou à accorder leur extradition conformément à l'article VI.
2. Si les actes en question ont été commis par des individus agissant comme organes de l'Etat, ou avec l'encouragement ou la tolérance de l'Etat."

"Les dispositions de la présente convention ne préjugeront pas la juridiction qui pourra être conférée au tribunal pénal international permanent mentionné dans le présent article."

Le dernier alinéa de ce projet d'article reconnaît qu'il est souhaitable de ne pas préjuger, par les dispositions de la présente convention, la compétence du tribunal pénal international permanent envisagé.

2o - Haïti

" le fait de laisser seulement aux parties contractantes le soin de dénoncer le génocide commis soit par l'une d'elles, soit avec la complicité de l'une d'entre elles, peut apporter de graves préjudice à l'évolution de l'Organisation et provoquer des crimes sérieux par rapport à l'établissement définitif de la paix internationale

.....

Il est proposé d'ajouter aux deux points de cet article le paragraphe suivant:

"Dans les deux cas, l'Etat sur le territoire duquel les actes de génocide auraient été commis peut être suppléé, pour la dénonciation des auteurs des dits actes au Conseil économique et social ou au Conseil de sécurité par l'une quelconque des hautes parties contractantes ou par le Secrétaire général, de sa propre initiative ou au nom des membres du groupement humain victime de ces actes".

3. Vénézuéla -

"Tout le système conçu pour la création d'une justice internationale en matière de génocide semble également imprégné du même esprit, lequel apparaît comme nettement incompatible avec le principe énoncé à l'alinéa 7 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies."

Projet de Convention- Article X

Il y a deux versions de cet article soumises par le Secrétariat:

1ère formule: La juridiction pénale prévue à l'article IX sera la Cour internationale qui aura reçu compétence générale pour juger les crimes internationaux.

2ème formule: Un tribunal international sera institué pour juger les crimes de génocide.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -

1o - Etats-Unis d'Amérique -

"Les dispositions contenues dans les annexes pertinentes concernant l'attribution, à un tribunal international, "d'une compétence générale pour juger les crimes internationaux", ou d'une compétence "pour juger les crimes de génocide", sont extrêmement détaillées. Le travail consistant à rédiger une convention de ce genre est au moins égal à celui qui consiste à rédiger une convention sur le génocide. Ce travail devrait être entrepris séparément et indépendamment de la rédaction d'une convention sur le génocide. Le rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification souligne le fait qu'il serait peut-être souhaitable de constituer une autorité pénale internationale. En outre, si l'on joignait une convention de ce genre à l'accord en cours d'examen, cela pourrait provoquer des controverses telles qu'elles risqueraient de faire échouer l'adoption de la convention sur le génocide. Pour ces raisons, nous sommes d'avis qu'il serait préférable de prévoir la création de tribunaux ad hoc qui seraient remplacés, au moment où cela sera possible, par un tribunal pénal international permanent ayant reçu la compétence voulue. Le fait que le Tribunal de Nuremberg était un tribunal spécial démontre que cela est possible. Il est vrai qu'il eût peut-être été préférable pour les pays d'avoir eu un tribunal pénal international permanent précédemment créé et auquel ces cas auraient pu être renvoyés; nous

estimons toutefois que le problème de la création d'un tribunal de ce genre, ayant reçu compétence générale pour juger les crimes internationaux, est d'une telle envergure qu'il exige un projet distinct, faisant l'objet de l'examen le plus approfondi et de nature à inciter le plus grand nombre possible d'Etats à devenir parties à l'instrument.

En ce qui concerne la création d'un tribunal pénal international permanent, il faudrait d'abord que la Commission du droit international envisagée examine la question en premier lieu. A ce propos, la Commission du droit international pourrait utilement examiner la question de savoir s'il serait souhaitable de prévoir des réparations prononcées par voie de justice et de prévoir également l'attribution de dommages en faveur des victimes ou des survivants d'actes que la présente Convention déclare illégaux.

En conséquence, nous sommes d'avis d'insérer dans la Convention un article dont le texte serait à peu près le suivant (article VII) :

"Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre des mesures, par voie de négociations ou autrement, visant à la création d'un tribunal pénal international permanent ayant compétence pour connaître des crimes prévus par la présente convention. En attendant la création de ce tribunal, et chaque fois que la majorité des Etats parties à la présente convention accepteront qu'on ait invoqué ou qu'on doive invoquer la compétence prévue à l'article VIII, les Hautes Parties contractantes établiront par voie d'accord un tribunal spécial pour juger le cas ou les cas de ce genre.

"Ce tribunal spécial sera habilité à mettre en accusation, à juger et à condamner, les personnes ou les groupes qui seront soumis à sa juridiction, à convoquer des témoins et à exiger la production de pièces à conviction et documents, et sera investi de tout autre pouvoir qui pourrait être nécessaire à l'instruction d'un procès équitable et à la punition des coupables".

2e - Haiti -

"Le gouvernement haïtien opine en faveur de la première formule pour que soient évitées les difficultés inhérentes à la constitution de tribunaux provisoires. Il estime également que la Cour internationale de justice doit avoir compétence pour connaître de tout crime international ou tombant sous le coup de la loi internationale."

3e - Vénézuéla -

".... le projet des Nations Unies donne aux juristes l'impression d'aller plus loin que ne l'avait prévu la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1946. L'Assemblée affirme que le génocide est un crime de droit des gens et invite les Etats Membres à prendre les mesures législatives nécessaires pour le prévenir et le réprimer et se borne à recommander d'organiser à ces fins la collaboration internationale. Il semble donc que l'esprit de cette résolution tendait à obtenir des Etats Membres qu'ils prévienne et punissent les actes odieux qui constituent le génocide et

et qu'ils établissent les fondements d'une coopération internationale permettant d'atteindre ce but, sans exiger des Etats Membres le sacrifice grave de leur souveraineté et l'abandon de la juridiction pénale qu'ils exercent sur leur territoire. Les projets du Secrétariat général semblent, au contraire, comporter un abandon partiel de ces principes classiques du droit public national et international en faveur de la création d'une juridiction internationale répressive qui risque de présenter de graves dangers pour les Etats Membres et de blesser les susceptibilités nationales déjà par trop sensibles. Il est probable qu'avec le temps, nous pourrions aboutir à des solutions de ce genre, mais celles-ci sont peut-être prématurées dans les circonstances actuelles de la vie et de la politique internationale et peuvent créer entre les Etats des frictions, des différends et des conflits qui risquent d'être plus dangereux pour la cause de la paix et de la bonne entente internationale que les délits mêmes qu'il s'agit de réprimer.

.....

La création d'une juridiction pénale internationale qui serait saisie de ces cas apparaît plutôt comme une étape qu'il convient de réserver pour l'avenir, lorsque les circonstances de la vie internationale seront plus favorables et lorsque l'esprit de collaboration des peuples dans le domaine juridique aura ainsi qu'il est permis de l'espérer, atteint un plus grand développement."

Projet de Convention - Article XI

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à dissoudre les groupes ou organisations qui auront participé à la commission des faits de génocide visés aux articles I, II et III.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -

Etats-Unis d'Amérique -

" Etant donné qu'il peut arriver que des membres d'organisations se servent de dites organisations comme instruments pour essayer de perpétrer le crime de génocide et que l'organisation en question pourrait ainsi être utilisée involontairement à la commission du crime, nous estimons que le projet devrait être rédigé comme suit (Article IX) :

"Les Hautes Parties contractantes s'engagent à opérer la dissolution de tout groupe ou organisation qui, au jugement de tout tribunal national ou international agissant conformément à la présente convention, a été reconnu coupable d'avoir pris part à un acte quelconque interdit par la présente convention".

Projet de Convention - Article XII

Indépendamment des mesures prévues aux articles précédents, si dans quelque partie du monde les crimes visés par la présente Convention étaient commis, ou s'il y avait des raisons sérieuses de soupçonner qu'ils ont été commis, les parties à la Convention saisiraient les organes compétents des Nations Unies pour que ceux-ci prennent les mesures nécessaires afin d'arrêter ou de prévenir lesdits crimes.

Lesdites parties feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer l'efficacité de l'intervention des Nations Unies.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -

1e - Etats-Unis d'Amérique -

" Cet article implique que l'Organisation des Nations Unies a compétence pour prendre des mesures en vue de la répression ou de la prévention des crimes visés par la Convention. Nous sommes d'avis que la rédaction ci-après de l'Article XII (qui deviendrait Article X) serait plus satisfaisante:

"Les Hautes Parties contractantes qui sont aussi Membres de l'Organisation des Nations Unies conviennent de concorder leur action en leur qualité de Membres de cette organisation pour faire en sorte que les Nations Unies prennent des mesures appropriées aux termes de la Charte en vue de la prévention et de la répression du génocide".

2e - Haiti -

" Le fait de laisser seulement aux parties contractantes le soin de dénoncer le génocide commis soit par l'une d'elles, soit avec la complicité de l'une d'entre elles, peut apporter de graves préjudices à l'évolution normale de l'Organisation et provoquer des crises sérieuses par rapport à l'établissement définitif de la paix internationale.

D'autre part, il y a lieu de croire qu'en accordant plus de possibilités d'intervention au Secrétaire général, directement responsable devant l'Assemblée, le but des Nations Unies pourra être plus facilement atteint et la bonne marche de l'organisation mieux assurée.

C'est pourquoi, en ce qui concerne tout particulièrement la dénonciation du génocide, la Chancellerie haïtienne se rallie à l'opinion de MM. Palla et Leakin exposée à la page 52 du document E/447.

La rédaction suivante est proposée:

"Indépendamment des mesures prévues aux articles précédents, si dans quelque partie du monde les crimes visés par la présente convention étaient commis, ou s'il y avait des raisons sérieuses de soupçonner qu'ils ont été commis, les parties à la convention ou les groupement humains intéressés saisiraient les organes compétents des Nations Unies pour que ceux-ci prennent les mesures nécessaires afin d'arrêter ou de prévenir les dits crimes.

"Les dites parties feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer l'efficacité de l'intervention des Nations Unies".

30 - Vénézuéla -

".... le projet des Nations Unies donne aux juristes l'impression d'aller plus loin que ne l'avait prévu la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1946. L'Assemblée affirme que le génocide est un crime de droit des gens et invite les Etats Membres à prendre les mesures législatives nécessaires pour le prévenir et le réprimer et se borne à recommander d'organiser à ces fins la collaboration internationale. Il semble donc que l'esprit de cette résolution tendait à obtenir des Etats Membres qu'ils préviennent et punissent les actes odieux qui constituent le génocide et qu'ils établissent les fondements d'une coopération internationale permettant d'atteindre ce but, sans exiger des Etats Membres le sacrifice grave de leur souveraineté et l'abandon de la juridiction pénale qu'ils exercent sur leur territoire. Les projets du Secrétariat général semblent, au contraire, comporter un abandon partiel de ces principes classiques du droit public national et international en faveur de la création d'une juridiction internationale répressive qui risque de présenter de graves dangers pour les Etats Membres et de blesser les susceptibilités nationales déjà par trop sensibles. Il est probable qu'avec le temps, nous pourrions aboutir à des solutions de ce genre, mais celles-ci sont peut-être prématurées dans les circonstances actuelles de la vie et de la politique internationale et peuvent créer entre les Etats des frictions, des différends et des conflits qui risquent d'être plus dangereux, pour la cause de la paix et de la bonne entente internationale, que les délits mêmes qu'il s'agit de réprimer. Dans cet ordre d'idées on peut citer les dispositions du paragraphe 3) du préambule, l'article 7 et l'article 12 du projet de convention. ~~Tout le système conçu pour la création d'une justice internationale en matière de génocide semble également imprégné du même esprit, lequel apparaît comme nettement incompatible avec le principe énoncé à l'alinéa 7 de l'article 12 du projet de convention.~~

Projet de Convention - Article XIII

Quand dans un pays le génocide sera commis par un gouvernement ou par des éléments de la population sans que le gouvernement ait réussi à s'y opposer d'une façon efficace, l'Etat sera tenu de fournir aux survivants du groupe humain victime du génocide, des réparations dont la nature et le montant seront fixés par les Nations Unies

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS -Etats-Unis d'Amérique -

" Nous sommes d'avis que cet article n'est pas assez précis pour avoir une réelle valeur. Il est difficile d'établir sur ce point une procédure satisfaisante; en effet, bien que la Cour internationale de Justice soit moralement l'organe compétent

pour accorder des dommages aux dépens d'un Etat, toute juridiction qu'elle pourrait exercer dans ce cas pourrait aboutir à un conflit avec une décision du tribunal pénal. Nous estimons que la Commission du droit international, en élaborant des plans en vue d'un tribunal pénal international permanent devrait porter son attention sur le problème des réparations (Voir commentaire à l'Article X). En attendant la création d'un tribunal de ce genre nous proposons d'investir le tribunal spécial mentionné dans ledit commentaire à l'Article X de la compétence pour l'attribution de dommages. Ceci pourrait être fait en ajoutant la disposition suivante à l'article qui a déjà été proposé sur cette question (nouvel Article VII) :

"En outre, ce tribunal spécial sera également habilité à fixer des dommages en faveur des personnes qui auront été reconnues comme ayant subi des pertes ou des dommages par suite de la violation de la présente Convention par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes. Préalablement à l'attribution de dommages de cet ordre, tout Etat que l'on prétendait avoir violé la Convention devra avoir la possibilité de se faire entendre et de fournir des témoignages à sa décharge. Toute Haute Partie contractante convient de payer les dommages et les frais qui pourront lui être imputés pour avoir failli à observer les termes de la Convention. Le tribunal spécial sera habilité à fixer la méthode à suivre pour la distribution et le paiement des montants ainsi attribués".

Projet de convention - Article XIV

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention seront soumis à la Cour internationale de justice.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

Il conviendrait d'insérer, après le mot "différends", les mots suivants: "entre n'importe lesquelles des Hautes Parties contractantes". Seuls des Etats peuvent être parties dans des différends soumis au tribunal.

Etant donné la compétence qui pourra être conférée à un tribunal international, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, il semble souhaitable pour prévenir les cas de compétence simultanée ou les conflits de juridiction, d'ajouter la disposition suivante à cet article: "sous réserve qu'il ne sera soumis à la Cour internationale de justice aucun différend touchant une affaire qui aura été renvoyée à un tribunal visé à l'article VII, ou qui sera pendante devant ce tribunal, ou qui aura été jugée par lui."

Projet de convention - Article XV

La présente convention, dont les textes
et feront également foi, portera la date du

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

Néant.

Projet de convention - Article XVI

(Première formule)

1. Il pourra être adhéré à la présente convention au nom de tout Membre des Nations Unies ou de tout Etat non membre auquel le Conseil économique et social aura adressé une invitation.

2. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

(Deuxième formule)

1. La présente convention sera, jusqu'au 1949, ouverte à la signature au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre à qui le Conseil économique et social aura adressé une invitation.

La présente convention sera ratifiée, les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

2. A partir du il pourra être adhéré à la présente convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général des Nations Unies.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS1. Etats-Unis d'Amérique

" Dans la première formule, à la fin du premier alinéa, insérer les mots "d'adhérer" après le mot "invitation", dans le cas où cette formule sera adoptée.

Nous préférons la "seconde formule". Toutefois, il faudrait insérer les mots "à signer" après le mot "invitation", dans le premier paragraphe, et les mots "déposés auprès du" devraient remplacer les mots "transmis au" à la fin des deuxième et quatrième alinéas. Lorsque l'accord sera rédigé, il y aurait lieu de déterminer si le Conseil économique et social est bien l'organe compétent pour émettre les invitations à signer la convention. Il est possible qu'il faille remplacer les mots "Conseil économique et social" par les mots "Assemblée générale".

2. Haïti

" Le Gouvernement haïtien opte pour la seconde formule plus explicite et permettant d'écourter le délai pour l'entrée en vigueur de la convention comme prévu à l'article XVIII. "

ARTICLE XIX - Le Gouvernement haïtien accepte la première formule.

Projet de convention - Article XVII
(Réserves)

Aucune disposition n'est présentement proposée.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTSEtats-Unis d'Amérique

Il faudrait supprimer l'article relatif aux réserves.

Projet de convention - Article XVIII

1. La présente convention entrera en vigueur le quatre-vingt dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général des Nations Unies d'au moins adhésions (ou de ratifications ou adhésions).

2. Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la présente convention sortira ses effets dès le quatre-vingt dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général des Nations Unies.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTSEtats-Unis d'Amérique

1. Dans le paragraphe 1, supprimer les mots "l'adhésion ou" et les remplacer par "instruments de". Remplacer également le mot "et" par le mot "ou" et mettre le mot "ratifications" au singulier. Nous estimons que la

convention devrait prévoir son entrée en vigueur dès qu'un nombre important d'Etats auront déposé les instruments de ratification. Nous proposons que le nombre d'Etats exigé soit de vingt.

2. Dans le deuxième alinéa, faire précéder les mots "les adhésions" par les mots "les ratifications ou" au début de l'alinéa. De plus, supprimer les mots "de sa réception" et les remplacer par les mots "de leur dépôt auprès du " avant les mots "Secrétaire général des Nations Unies" à la fin de l'alinéa."

Projet de convention - Article XIX

(Première formule)

1. La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

(Deuxième formule)

La présente convention pourra être dénoncée par une notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies. Cette notification prendra effet un an après sa réception.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

1. Etats-Unis d'Amérique

"Nous préférons la "première formule".

2. Haiti

"Le Gouvernement haïtien accepte la première formule."

Projet de convention - Article XX

Si, par suite de dénonciation, le nombre des Membres des Nations Unies et des Etats non Membres qui sont liés par la présente convention, se trouve ramené à moins de, la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

1. Etats-Unis d'Amérique

"Nous proposons de remplacer les mots "se trouve ramené à moins de" par les mots "se trouve ramené à quinze ou à moins de quinze".

2. Haiti

"ARTICLE XX - Le Gouvernement haïtien estime que la convention sur le génocide est une nécessité pour l'évolution normale du monde et la

défense du genre humain. En conséquence, il propose qu'il soit ajouté au texte original de l'article XI le paragraphe suivant:

"Dans ce cas, une nouvelle convention sera présentée au vote de l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa plus prochaine réunion, par le Secrétaire général de l'Organisation. Il y sera tenu compte des observations qui ont motivé chacune des dénonciations de la précédente convention."

Projet de convention - Article XXI

Une demande de révision de la présente convention pourra être formulée en tout temps par tout Etat partie à la convention par voie de notification adressée au Secrétaire général.

Le Conseil économique et social décidera de la suite à donner à une telle demande.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

" Nous proposons la variante suivante :

"Dès que le Secrétaire général des Nations Unies aura reçu d'un quart des Hautes Parties contractantes des communications écrites demandant que l'on étudie la révision de la présente convention et que l'on transmette cette requête à l'Assemblée générale, le Secrétaire général transmettra ces communications à l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de ces demandes".

Projet de convention - Article XXII

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés à l'article XVI, les adhésions (ou les signatures, ratifications et adhésions) reçues en application de l'article XIX, l'abrogation de la convention opérée en vertu de l'article XX, les demandes de révisions de la convention formulées en application de l'article XXI.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS

Etats-Unis d'Amérique

" Nous proposons de remplacer cet article par le texte suivant:

"Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non Membres visés à l'article XIII, toutes signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles XIII et XIV, la date à laquelle la présente convention sera entrée en vigueur, les dénonciations reçues en application de l'article XV, l'abrogation de la convention opérée suivant les dispositions de l'article XVI, ainsi que les demandes de révision de la convention présentées en application de l'article XVII".

Projet de convention - Article XXIII

1. Un exemplaire de la présente convention revêtu de la signature du Président de l'Assemblée générale et de celle du Secrétaire général des Nations Unies sera déposé aux archives du Secrétariat.

2. Une copie certifiée conforme du texte sera communiquée à tous les Membres des Nations Unies ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à l'article XVI.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTSEtats-Unis d'Amérique

" Les Etats-Unis proposent pour cet article (qui serait l'article XIX) la nouvelle rédaction que voici:

"1. L'original de la présente convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Une copie certifiée conforme en sera adressée à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non Membres visés à l'article XIII".

Projet de convention - Article XXIV

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTSEtats-Unis d'Amérique

" Néant. "

Mr. Waldo Chamberlin, Acting Director, Documents and Sales Division
Henri Laugier, Assistant Secretary-General for Social Affairs

Request for extra copies of E/600

13 January 1948

As you know, the second session of the Commission on Human Rights in Geneva produced two very important documents, namely the Declaration on Human Rights and the Covenant or Convention on Human Rights which are now in great public demand. These documents are included in the report of the Commission (document E 600). In view of the importance of this document and the desirability of giving it the greatest distribution possible, I would very much appreciate your making arrangements for the production of a number of additional copies. I suggest that you produce 1500 English and 1000 French.

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Georges Dumontet, Coordination & Liaison Division, ECOSOC

FROM: John P. Humphrey, Director, Division of Human Rights

SUBJECT: Requirements Document E/600

Date 10 January 1948

We expect that the demand for this particular document will be very considerable and think that measures should be taken to ensure that an adequate supply is on hand. We would therefore appreciate your arranging with Mr. W. Chamberlin of the Documents Office to have the following rolled, over and above normal production of such Council documents:

English	1500
French	1000
Russian	200 ✓
Spanish	500 ✓

These will be needed for distribution to members of the Conference on Freedom of Information, to members of the Commission on Human Rights and to its subsidiary organs, the Drafting Committee and the Sub-Commission on the Freedom of Information and of the Press, which will be using this document as a working paper. We also expect a large demand from specialized agencies and non-governmental organizations; on the other hand, we do not want to be put in the position of having to refuse a copy of this important Report to any outsider or individual who requests it from us.

In our opinion, the draft Declaration and Covenant on Human Rights contained in that Report constitute a very tangible achievement and it is more than likely that it will be of very great interest to the general public throughout the world.

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO:

FROM:

-2-

SUBJECT:

Date _____

As far as translations into Russian and Spanish are concerned, we have been formally asked by delegations to the Geneva meeting (in particular the U.S.S.R. and Panama) to submit this Report to them in both Russian and Spanish as soon as possible. Furthermore, there will be quite a number of delegations to the Conference on Freedom of Information who will request their documents in either of these two languages.

see note by M. Langier
to Mr. Chombrun

Mr. Georges Dumontet, Coordination & Liaison Division, ECOSOC

John P. Humphrey, Director, Division of Human Rights

Requirements Document E/600

10 January 1948

We expect that the demand for this particular document will be very considerable and think that measures should be taken to ensure that an adequate supply is on hand. We would therefore appreciate your arranging with Mr. W. Chamberlin of the Documents Office to have the following rolled, over and above normal production of such Council documents:

English	1500
French	1000
Russian	200
Spanish	500

These will be needed for distribution to members of the Conference on Freedom of Information, to members of the Commission on Human Rights and to its subsidiary organs, the Drafting Committee and the Sub-Commission on the Freedom of Information and of the Press, which will be using this document as a working paper. We also expect a large demand from specialized agencies and non-governmental organizations; on the other hand, we do not want to be put in the position of having to refuse a copy of this important Report to any outsider or individual who requests it from us.

In our opinion, the draft Declaration and Covenant on Human Rights contained in that Report constitute a very tangible achievement and it is more than likely that it will be of very great interest to the general public throughout the world.

As far as translations into Russian and Spanish are concerned, we have been formally asked by delegations to the Geneva meeting (in particular the U.S.S.R. and Panama) to submit this Report to them in both Russian and Spanish as soon as possible. Furthermore, there will be quite a number of delegations to the Conference on Freedom of Information who will request their documents in either of these two languages.

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. Gilbert Yates, Department of Economic Affairs

FROM: Mr. Waldo Chamberlin, Acting Director, Documents and Sales Division WC

SUBJECT: Request for extra copies of E/600

Date 9 January 1948

At 3:13 on January 8th, the Distribution Section received a request from Miss Chait of the Human Rights Division for 100 copies of E/600, "Report of the Commission on Human Rights: Second Session", which were urgently needed to be sent out to all Member Governments with a covering letter from the Secretary-General.

Initial copies of the document were distributed at 8:46 p.m. on January 7th, having been reproduced in 1700 copies which provided for a stock of 255, after a full distribution had been made.

The request of the Human Rights Division for 100 additional copies reduces the stock to 155, which past experience has shown, is not sufficient to last through a Session of the Economic and Social Council. The Documents Division must now re-roll a 71-page document with the resultant disruption of the production schedule of the Reproduction Section. With the 30 percent cut in staff in this section in 1948, such an added load represents a much more serious problem than it did in 1947, and means that it is quite possible that additional copies may not be ready for the meeting of the ECOSOC.

Miss Chait advises me that there will be a very large demand for E/600. May I call your attention to the fact that when the control sheet was submitted by your office, no mention was made to the Documents Control Section that there would be any unusual demand for this document. It would be greatly appreciated in the future if, before documents control sheets are submitted, you could enquire as to whether any unusually large demand for a given document is anticipated. It is far simpler and more efficient for us to increase the original roll of a document than it is to re-do the document a second time.

With the very large reduction of the staff of this Division in 1948, it will be necessary to have the utmost co-operation of all submitting officers, if the necessary services are to be maintained on schedule.